

CHRONIQUE D'UNE DÉSILLUSION

■ 27 octobre 2002

Lula est élu président avec plus de 60 % des voix.

■ 1^{er} janvier 2003

Dès son entrée en fonction, il annonce le plan *Faim zéro* : sa principale mesure, la Bourse famille, concerne aujourd'hui plus de 6 millions de familles.

■ Novembre 2003

2 000 paysans sans terre convergent vers Brasília pour exiger l'application de la réforme agraire, en sommeil.

■ Octobre 2004

Aux municipales, le PT perd les deux villes symboles de São Paulo et de Porto Alegre.

■ Mars 2005

Fort d'une croissance de plus de 5 % en 2004, Lula ne reconduit pas l'accord passé avec le FMI.

■ 14 mai 2005

Début des scandales.



Le 17 août, à Brasília, manifestation du PSTU (parti à la gauche du PT) contre la corruption.

Nous sommes arrivés à une situation où tout est à revoir, en profondeur. Quelles sont les conditions pour réussir à dépasser le néolibéralisme ? Comment maîtriser la corruption ? Quelles réformes sont nécessaires pour remédier aux insuffisances de notre démocratie représentative ? Comment améliorer les mécanismes de contrôle des élus ? Quels doivent être les rapports entre le parti et le gouvernement, et entre celui-ci et les mouvements sociaux ?

Un peu partout, des initiatives sont prises pour répondre à ces questions, notamment par les organisations responsables du Forum social 2005 de Porto Alegre. Ainsi, des débats locaux et régionaux auront lieu dans tout le Brésil le 15 novembre, date de la fondation de notre république, afin que nous puissions commencer à la refonder. Et, le 21 avril 2006, un grand Forum social national aura pour thème *Un autre Brésil est nécessaire et urgent*. Ce Forum, nous le souhaitons international, car

cette réflexion concerne aussi les autres pays. Et nous pouvons déjà tirer de l'expérience brésilienne quelques leçons. En voici quatre, parmi les plus pressantes.

Première leçon. Ne pas laisser le monopole de l'action politique aux partis et encore moins aux professionnels à l'intérieur de ces partis. Tous les citoyens sont responsables des décisions politiques, par action ou par omission. Leur formation politique devait être une priorité pour les partis.

Deuxième leçon. S'il est clair qu'on ne peut parvenir au pouvoir que par les élections, tous les moyens ne sont pas bons pour se faire élire. Nous pouvons, à travers le choix de ces moyens, nous faire manger par la corruption ou par la dépolitisation des campagnes.

Troisième leçon. Ne plus croire que le changement se fera par la seule prise du pouvoir politique. Si toute la société civile

n'y est pas engagée, si chaque citoyen n'y contribue pas par ses attitudes, les pouvoirs dominants, se sentant menacés, empêcheront toute action gouvernementale qui viserait des changements décisifs.

Quatrième leçon. Il n'y aura pas de changements structurels durables s'ils ne s'accompagnent pas de changements à l'intérieur de nous-mêmes. L'enjeu est de parvenir à une complète assimilation des principes éthiques, aussi bien chez les responsables politiques – pour lesquels ce changement est encore plus nécessaire – que dans toute la société. Nous voilà confrontés à l'émergence d'un nouveau paradigme de l'action politique. Nous ne devons pas, comme au Brésil, laisser partis et gouvernement affronter seuls la lutte pour les changements. Il faut ouvrir toutes les portes pour qu'un nouvel acteur politique – cette société civile constituée par un nombre croissant de citoyens en réseaux – entre effectivement en scène. » ●